

Ô surprise: la France reste une République de notables

16 AVRIL 2013 | PAR **MATHIEU MAGNAUDEIX**

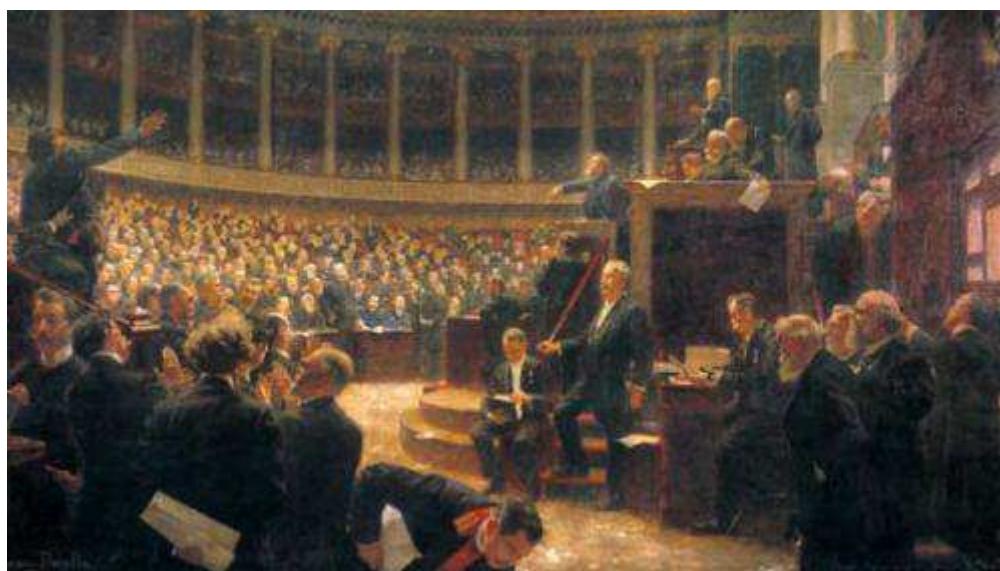
Opération transparence après l'affaire Cahuzac.

« Trous noirs »

Cet accaparement a des causes anciennes, qui tiennent à la façon dont les élites en France se créent et se reproduisent. « *La sociologie des élites en France, qu'elle soit politique ou économique, c'est une culture de l'entre-soi*, explique Luc Rouban. *L'histoire des élites en France est structurée par les réseaux et les clans familiaux, qui sont au cœur de la notabilité française.* »

L'élite républicaine, formée aux meilleures écoles (Sciences-Po, ENA), n'y échappe pas. Les anciens camarades de François Hollande à l'Ena (la fameuse promo “Voltaire”, sortie en 1980) trustent aujourd'hui les responsabilités, politiques mais pas seulement.

Leurs cadets de la promotion Léopold Senghor, sortie en 2004, ont rempli les cabinets ministériels sous l'ère Sarkozy et désormais ceux de François Hollande. À l'époque, certains élèves de cette promotion avaient d'ailleurs remis en cause le classement de sortie, qu'ils trouvaient particulièrement accaparé par des “héritiers”, eux-mêmes fils ou fille d'énarques. À l'ENA, 70 % des élèves sont issus de parents appartenant aux catégories socio-professionnelles supérieures (cadres, enseignants du supérieur et du secondaire, professions libérales et intellectuelles, chefs d'entreprise de plus de 10 salariés).



“La rentrée des chambres” de Rousseau-Decelle, 1907 © DR

Autre facteur : la professionnalisation de la vie politique, à l'œuvre depuis le milieu des années 1970, selon Luc Rouban, auteur d'une grande étude sur le profil sociologique des députés de la cinquième république. « *La classe politique qui avait connu la guerre, la Résistance, a disparu et une nouvelle génération est apparue qui a suivi un parcours très balisé : fort investissement local, implications dans le parti et débuts de plus en plus jeune* », explique Rouban. Y compris au parti socialiste, où les jeunes élus ont souvent déjà des années de militantisme derrière eux, dans les organisations étudiantes ou encore à SOS-Racisme.

Les députés sont d'ailleurs beaucoup plus diplômés. En 1958, 25 % n'avaient aucun diplôme. En 2007, ils n'étaient plus que 4 %, selon Luc Rouban. Le cumul des mandats, y compris dans le temps, accentue bien entendu cette professionnalisation. De même que l'absence d'un véritable statut de l'élu, qui rend complexe l'engagement politique pour de simples citoyens ou des salariés du privé.

Quand les partis ont l'occasion de s'ouvrir, ils trouvent de toutes façons souvent de bonnes raisons pour ne pas le faire. En 2002, Mariette Sineau et Vincent Tiberj ont étudié la façon dont les partis avaient recruté leurs candidats. « *C'était l'occasion de diversifier le corps politique. Mais les grands partis avaient plutôt choisi des diplômés du supérieur. Il y a une sorte de profil-type du bon candidat : il n'est ni jeune, ni ouvrier, ni d'origine beur et ce n'est pas une femme. Il appartient aux classes moyennes supérieures. Il y a une vraie logique de reproduction* », résume Tiberj.

De fait, l'exclusion des classes populaires s'accompagne d'un décalage grandissant avec la réalité de la société française. L'Assemblée nationale reste ainsi très peu féminisée (26,5 %) et seuls 10 députés sont issus des minorités visibles. Le député type reste un homme blanc, de plus de 50 ans, issu des classes supérieures, résume Éric Keskassy. « *Les partis ne veulent pas s'ouvrir à la diversité politique. Les places sont chères, les élus se disent qu'il n'y a pas de raison de les donner. Cette absence de représentativité sociale, de genre d'âge et d'origine est à la fois le symptôme et la cause de la crise démocratique. Un symptôme, parce que la politique ne concerne plus qu'une faible partie des citoyens. Mais aussi une cause : alors que les politiques sont jugés de plus en plus inefficaces, le dégoût des citoyens vis-à-vis des politiques tire sa force du sentiment que les politiques sont nuls mais qu'en plus, ils ne leur ressemblent pas.* »

« *Avec des partis omnipotents pour décider qui seront leurs candidats, pas de proportionnelle aux élections, et le cumul des mandats qui concerne 80 % des parlementaires, on est à peu près en France dans le pire des systèmes possibles si l'on veut que la classe politique se renouvelle*, déplore Vincent Tiberj. *Le discours républicain a longtemps masqué cette réalité mais aujourd'hui ce décalage devient flagrant et la comparaison avec les autres pays est terrible.* »

D'autant qu'en dépit de la transparence annoncée, subsistent, ajoute le chercheur, des « *trous noirs* » de la démocratie comme la réalité des avantages en nature des élus, qui ne sont pas rendus publics, ou des structures opaques comme les intercommunalités. On pourrait aussi y ajouter la réserve parlementaire, qui constitue un pactole distribué à discrétion par les parlementaires en toute opacité (elle devrait être rendue publique à l'Assemblée nationale à la fin de l'année).

« *En un mot, il faudrait que notre démocratie se transforme vraiment* », insiste Tiberj, qui craint de voir la pression sur les politiques vite retomber, sitôt passée l'onde de choc de l'affaire Cahuzac.